

Cover Page



Universiteit Leiden



The handle <http://hdl.handle.net/1887/39601> holds various files of this Leiden University dissertation

Author: Diallo, Fatimata

Title: L'état-spontex : négocier l'autorité dans les marges conflictuelles : le cas de la Basse-Casamance (Sénégal)

Issue Date: 2016-05-18

CHAPITRE VII.

COMMUNICATION, DÉCONNEXION ET GOUVERNEMENTALITÉ EN CASAMANCE

VII.1. INTRODUCTION

Dans ce chapitre, j'explique comment, en raison de la situation frontalière de la région et du contexte de conflit qui a souvent renforcé le sentiment de marginalité des populations, la communication entre le reste du pays et la Casamance en tant que région périphérique est un enjeu important. Mais en même temps, alors que la connexion que permet la communication par son expression d'une forme de volonté d'inclusion politique, économique et sociale participe à la sublimation du sentiment de marginalité, elle ouvre des possibilités de redéfinition des rapports de pouvoir qui renforcent la nécessité et la multiplication des formes de négociation autour de celui-ci. Il apparaît aussi dans ce chapitre que le potentiel transformatif des moyens (anciens et nouveaux) de communication, bien qu'il mérite une meilleure problématisation, reste largement dépendant de contextes tels le conflit et les interactions transfrontalières.

VII.2. Enclavement historique et marginalité sociopolitique

L'une des spécificités majeures de la Casamance tient à une configuration géographique qui s'avère être un réel défi pour la spatialisation de l'État dans cette région. En fait, comme l'estimait Wesley Johnson, le Sénégal a toujours été « *de communication aisée pour ses habitants. Qu'il s'agisse de la guerre, de commerce ou de la vie de tous les jours, les peuples dominants, Wolof et Sérér, ont toujours entretenu des contacts avec leurs voisins : les Toucouleurs au nord du fleuve Sénégal, les Lebous dans la péninsule du cap Vert, les Peuls nomades à l'est et les Malinkés au sud-est. Seuls les Joola et les autres peuples dits « forestiers » de la Casamance (Bainouk, Mankagne...) restèrent isolés de cet ensemble* » (Wesley Johnson, 1991 : 17). L'auteur ajoute qu'il n'y eut guère de contacts, avant le 20^e siècle, entre les plaines centrales de ce qui est devenu le Sénégal et la Casamance.

Jusqu'aux années 1950, seule la voie maritime était praticable pour se rendre en Casamance. De nos jours, il y a trois axes principaux pour rejoindre la capitale régionale depuis Dakar par voie terrestre : l'axe Tambacounda – Vélingara (voie longue de 876 km), l'axe passant par la capitale gambienne par l'ouest, et enfin l'axe de la « transgambienne », le plus fréquenté, créé en 1957 pour faciliter les liaisons entre

Dakar et la région.

Posant la problématique de l'enclavement et de son potentiel impact sur l'intégration de la région dans l'ensemble national, Faye écrivait : italiques ?

« (...) Le faible coefficient de praticabilité des axes de communication (chaussée rétrécie de la transgambienne Faraféni-Bignona, voies latéritiques mal stabilisées, chaloupes vieilles) est de nature à limiter la circulation des hommes. De 1960 à 1980, la distance Oussouye – Dakar, longue de plus de 500 km, nécessitait au moins trois jours de voyage. Cela n'est-il pas suffisant pour que des voyageurs inhabitués à parcourir une aussi longue distance en viennent à exclure la Basse Casamance de l'espace sénégalais ? À l'intérieur de la région, seulement deux voies bitumées: Ziguinchor - Cap Skirring, au service de l'économie touristique, et Ziguinchor – Vélingara, pour les besoins du nouveau bassin cotonnier. Un tel déficit se traduit par des tarifs de voyage prohibitifs pour beaucoup de natifs d'une région où l'économie monétaire n'a pas suffisamment érodé les bases de l'autoconsommation. Aussi, pendant deux décennies, la bicyclette a-t-elle été le principal moyen de locomotion assurant la circulation des hommes à une échelle réduite » (1994 : 67-68).

Cette situation complexifie davantage les interactions avec le reste du pays et exacerbe le sentiment d'exclusion, en ce sens que le voyage entre Dakar et Ziguinchor est un vrai périple vécu au quotidien par les populations. Le transport aérien, qui coute 65.000 FCFA (100 €) au moins pour un aller simple, n'est pas une option populaire en raison de son coût prohibitif. Quant à la voie maritime, actuellement assurée par le bateau Aline Sitoé Diatta (plus de 10 000 FCFA – réduits de moitié pour les nationaux après 2012), elle constitue une alternative intéressante malgré la durée du trajet (16 heures). Mais elle est encore crainte par les populations du fait du sinistre naufrage de l'ancien bateau : en service depuis 1990, « le Joola » a chaviré en 2002 au large des côtes gambiennes, faisant près de deux mille morts et laissant un traumatisme profond chez beaucoup de Casamançais. Les difficultés liées à l'accès à la région avaient fait que la surcharge de passagers qui participa largement au naufrage était devenue une norme à chaque trajet. Les pouvoirs publics ont été considérés comme largement

responsables de cette tragédie. Après cette catastrophe, la liaison avec Dakar devenait encore plus difficile. Comme le témoigne une septuagénaire de Ziguinchor, dont une partie de la famille vit à Dakar et qui a perdu sa fille lors du naufrage :

« Il faut être une bonne croyante pour prendre le nouveau bateau après ce qui s'est passé. Mais avec les complications liées au voyage par la route et vu mon âge, je préfère prendre le bateau ²⁰³».

Par ailleurs, la liaison routière souffre de la mauvaise qualité des infrastructures, à laquelle s'ajoutent des facteurs tels qu'une organisation plus compliquée des trajets et des tracasseries par les agents de police ou de la douane. Un membre d'un comité transfrontalier dans le Diouloulou précise à ce propos que :

« Le passage de la frontière gambienne pour aller dans les autres régions du Sénégal par voie terrestre est devenu plus compliqué. Avant on avait deux escales : on quittait la Casamance, on avait une escale au niveau de Banjul (Gambie) pour la traversée du fleuve par bac et après on s'arrêtait au niveau de Koun seulement pour ensuite rejoindre Dakar (Sénégal) ou les autres régions. Le trajet devient Ziguinchor-Seleti-Brikana-Banjul-Koun-Hamdalalai-karakana-Dakar ou les autres régions (Kaolack, Saint-Louis etc.) avec de possibles arrêts à chacune des stations. Ce qui donne six arrêts au minimum avant de rejoindre le reste du pays. Et quant à la transgambienne, il y a toujours les problèmes de bac pour la traversée du fleuve. Des fois, on peut passer plusieurs nuits sans traverser, en plus des incessantes tracasseries policières²⁰⁴»

Malgré cela, la voie terrestre (par taxi-brousse, bus, etc.) par la « Transgambienne », avec un voyage qui peut prendre au moins 14 heures, pour un prix de 6 500 FCFA (en plus des frais de route), pour une distance d'environ 400 kilomètres, reste la plus usitée. La spécificité de ce trajet n'est cependant pas la distance, qui est quasiment égale à celle d'un trajet entre Dakar et d'autres villes périphériques du pays comme Matam, mais la traversée obligatoire d'un pays étranger, la Gambie.

203 Entretien avec M. Gomis, 06 Janvier 2010, Ziguinchor.

204 Entretien avec Paul Habib, 22 mai 2010, Diouloulou.

Dans ce contexte, alors que les nouvelles technologies telles le téléphone puis de plus en plus l'internet auraient pu participer à réduire l'enclavement de la région, les déséquilibres régionaux de la connectivité au Sénégal n'ont pas toujours été en faveur de la région. En effet, en 1996 Ziguinchor était considéré comme la seconde ville après Dakar à être connecté à Internet lorsque son premier point d'accès²⁰⁵ fut installé à Sud Informatique. Mais avec un coût élevé de la connexion (3 000 F CFA pour une heure (plus que ne gagnent la majorité des gens en une journée), et seulement un seul point d'accès avec deux ordinateurs pendant deux ans pour toute la région de la Casamance. La connectivité ne s'est améliorée qu'avec l'introduction progressive des réseaux de télécommunication sur l'ensemble du pays. Les possibilités d'accès au service Internet étaient limitées car les principaux centres de gestion des abonnements et de paiements des factures se situaient encore à Dakar, avant l'installation des premiers distributeurs agréés comme Alliances Services en 1998. L'installation du RNIS²⁰⁶ ? en 2002, avec l'ouverture d'une agence régionale de la Société Nationale des Télécommunications, allait changer la donne, et déjà en 2004, quelques centaines de télécentres privés étaient installés dans la commune de Ziguinchor. Celles-ci se convertiront en cybercentres à la suite à l'introduction de l'ADSL²⁰⁷. Du fait de leur coût prohibitif, ces services resteront principalement tournés vers une offre aux entreprises des secteurs publics et privés²⁰⁸. Les populations ordinaires ne bénéficieront de la connectivité qu'avec la massification de la téléphonie mobile, renforcée par la diversification des opérateurs au niveau national. En fait, en 2011, alors que la couverture du territoire sénégalais par les réseaux de télécommunication ouverts au public était assez large, les déséquilibres entre les régions étaient encore au désavantage des régions périphériques, y compris celle de Ziguinchor : 98,89 % des 14283 villages que comptait le Sénégal étaient couverts par au moins un réseau, mais les taux de couverture étaient plus faibles dans les régions de Matam (82,44%) et de

205 In s'agissait d'un point d'accès Internet RTC (Réseau Téléphonique Commuté)

206 Réseau Numérique à Intégration de Services

207 Asymmetric Digital Subscriber Line

208 Cherif B. Aidara, 2011, « La réduction de la fracture numérique et la lutte contre la pauvreté : Cas de la Commune de Ziguinchor », Mémoire pour diplôme supérieur de Management, ISM, p 25.

Ziguinchor (94,89%)²⁰⁹.

Malgré ces développements, la césure géopolitique qu'impose l'existence du territoire gambien renforce le sentiment d'isolement, avec des conséquences sur le contrôle étatique de la circulation de biens et des personnes évoquée dans le chapitre précédent. C'est à l'aune de ces enjeux politiques réels qu'il faut saisir tout le sens des discours autour de la communication et des stratégies de désenclavement ainsi que les opportunités ou défis qu'offrent les technologies de communication.

VII.3. La spatialisation de l'État en « région-frontière » : enjeu principal du désenclavement

Des découpages territoriaux durant la colonisation qui ont fait de la Casamance une région à part, découle une marginalité socio-économique, exacerbée par la politique postcoloniale aux racines historiques, tel que démontré dans le chapitre 3. Que le territoire soit un enjeu politique de premier ordre, comme l'exemplifient les négociations autour de Tranquille discutées dans le précédent chapitre, n'est pas une réalité propre à la Basse-Casamance. Mais la spécificité de la zone, liée à la fois à la crise qu'elle subit et à la configuration frontalière, en fait un problème crucial, faisant, de son rattachement au reste du territoire national – et, en ricochet, de la spatialisation de l'État – une nécessité vitale. Sous ce rapport, l'intégration plus effective dans la construction d'une nation unifiée passerait par un désenclavement de la région pour un contrôle plus décisif du territoire et des mouvements des populations. En fait, la conséquence majeure de l'enclavement serait comme le dit Faye, « *le manque de redimensionnement de l'horizon culturel* » des populations de la Casamance en ce sens que « *les ressorts territoriaux du village, de l'ethnie ou de l'ancien cercle colonial demeurent les constructions spatiales reconnues. La reconnaissance de l'espace national comme espace mental ne peut être que différée jusqu'au moment où la densification des réseaux de communication déclenche une dynamique de fusion des terroirs et d'intégration des zones périphériques dans la mouvance de « reterritorialisation » des destins collectifs* » (1994 : 67-68).

209 Autorité de Régulation des télécommunications et des Postes (ARTP), Rapport d'activité, 2011, p. 41.

Les moyens de communication et les stratégies de désenclavement deviennent alors des techniques de spatialisation de l'État et des stratégies d'incrustation progressive de l'idéal national dans les villages.

L'enjeu de la communication dans la spatialisation de l'État est reconnu depuis l'époque coloniale, durant laquelle la question des infrastructures routières et télégraphiques a été largement discutée par les administrateurs comme technologie de pouvoir pour vaincre la supposée apathie exprimée par la population casamançaise, notamment lors de l'épisode d'occupation militaire. Mais la topographie d'une région cloisonnée par les innombrables ramifications de l'estuaire de la Casamance, ne facilitait pas l'accès aux villages. Et les administrateurs coloniaux, arguant de la mauvaise qualité des routes, n'investissaient pas tout le territoire, dont, de ce fait, une partie échappait à leur contrôle direct. Beaucoup d'entre eux avaient tendance à se déplacer en pirogues motorisées donc par voie fluviale, système de transport privilégié durant cette époque. Ainsi, les différents réseaux de communication mis en place au début du 20^e siècle ne tardant pas de tomber en désuétude dans les années qui précèdent l'occupation militaire, le Gouverneur Van Vollenhoven, prescrivit la reprise de la circulation par les pistes en précisant les « *inconvenients de cette manière de procéder* ». En circulant en motoboat, estimait-il, « *on ne voit absolument rien, puisque les villages ne sont jamais sur le bord des rivières. Il faut que les administrateurs circulent par voie de terre (...)* »²¹⁰.

Dans une logique qui lie d'une certaine manière, le contrôle du territoire et la soumission à l'État colonial au paiement de l'impôt explicité également dans le chapitre 3, les pouvoirs coloniaux s'attelaient à des solutions visant l'investissement des régions par les administrateurs locaux. Cette stratégie trouve un écho dans les positions actuelles qui font ressortir des logiques financières d'extraction de la rente grâce aux potentialités économiques de la région (agriculture, pêche, tourisme, etc.). Ces enjeux sont aussi au cœur des initiatives de développement et de désenclavement en ce sens que des économistes estiment à 2% la perte de croissance de l'économie nationale liée

210 Archives Nationales du Sénégal, Correspondance no 1357 du 14 Septembre 1917 adressée à Mr le Lieutenant-Gouverneur du Sénégal à Saint Louis par le Gouverneur Général de l'AOF.

à la crise et à l'enclavement de la région de Ziguinchor²¹¹. Ainsi pour certains villageois, le sentiment domine que le relatif développement actuel des réseaux routiers et des autres voies de communication se fait au profit des gros transporteurs venant des régions du Nord pour « ramasser » les productions agricoles des paysans et les acheminer vers les grands centres urbains du pays, notamment vers la capitale.

Du côté des leaders nationaux, le Président Wade lui-même avait fait du désenclavement un argument de taille dans sa campagne qui l'avait porté à la tête de la République. Rappelant cet engagement, un ancien membre du PDS relate les promesses électorales lors de la tournée du candidat à la présidence dans le Bignona en 2000 qui, en plus de résoudre la crise en une semaine, et de réduire le prix du riz, promettait de construire des routes :

*« S'il était élu un dimanche, le dimanche d'après il réglerait le problème de la crise casamançaise. Nos doléances il les connaissait plus que quiconque. (...). Il a dit que pour la boucle du Boulouf, il va goudronner cette route de 94 km avec des goudrons qui feront 110 ans ».*²¹²

Le discours de campagne du candidat Wade avait donné de l'espoir aux populations²¹³ de la boucle du Boulouf²¹⁴, convaincus que le politique intégrait, pour une fois, la question du désenclavement de cette zone avec la construction de la route départementale D200. Cette route devrait remplacer la piste qui relie l'ensemble des villages du Boulouf, à l'exception de sa partie continentale constituée par le village de Djimande. Dans cette zone située dans l'arrondissement de Tendouk à l'ouest du

211 Mamadou Lamine Diallo estimait que s'il n'y avait pas la crise et l'enclavement en Casamance, la croissance de l'économie nationale passerait de 4.4 à 6.4 et que « le revenu par tête d'habitant serait de 750 000 FCFA en lieu et place de 500 000 FCFA, de 1985 à 2010 ». Voir <http://www.kepaar.com/economie/576.html>. Consulté le 05 Juin 2012.

212 Entretien avec M. Diamankha ; ancien membre du PDS, décembre 2010. Tendouk

213 Notre interlocuteur précisait que : « Après ce discours, les gens applaudissaient et d'autres se sont même roulés par terre car il avait gagné le cœur des populations grâce à ses promesses rageuses. », Entretien avec M. Diamankha ; ancien membre du PDS, décembre 2010. Tendouk

214 Située dans le Bignona, « le Boulouf comprend vingt villages: Affiniam, Bagaya, Balingor, Bessire, Bodé (Ebouck), Boutégol, Bouteum, Dianki, Diatock, Diégoune Djimande, Ediamath, Elana, Kagnobon, Kartiack, Mandégane, Mangagoulack, Mlomp, Tendouck, Thiobon organisés en cinq communautés rurales et la commune rurale de Thionck-Essyl. Cf. Ansou Mane, 2008, L'importance de la route dans le développement socioéconomique d'une région: exemple de la départementale 200 ou boucle du Blouf, Mémoire pour l'obtention du Certificat d'Aptitude à l'Enseignement Moyen (CAEM), Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

département de Bignona, le réseau hydrographique était considéré comme un véritable obstacle pour la mobilité des quarante mille habitants (Mané, 2008). Les promesses de réhabilitation avaient de ce fait un capital persuasif conséquent. Mais, juste après l'accession du candidat Wade au pouvoir, les populations ont eu l'impression que les promesses étaient oubliées. Résumant ce sentiment, notre interlocuteur martèle : « *Aujourd'hui, le prix du sac de riz a augmenté au lieu de diminuer. La crise s'est envenimée et la boucle du Boulouf on n'en parle plus* »²¹⁵.

Or, dans cette zone rurale densément peuplée, les infrastructures routières sont d'importance tant au plan économique, notamment pour l'évacuation des produits du secteur primaire, qu'au plan social²¹⁶. En fait, déjà entre 2003 et 2004, l'état de dégradation de la route a entraîné des pertes pour l'économie locale, car les producteurs n'arrivaient plus à écouler les surplus de leurs productions. Une situation qui les a amenés à faire pression sur les autorités sous différentes formes (abstention au vote, blocage de routes), et qui a culminé avec une marche, en mars 2005 à Bignona, et le courroux des étudiants ressortissants de la zone lors d'un point de presse à Dakar en août 2006. À la fin de cette même année, la réalisation du Projet d'Aménagement de la Boucle du Boulouf, limité au bitumage de 43 km, sur les 114 de la D200 a été entamé. En 2010, le gouvernement a reçu un prêt de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) pour les travaux d'aménagement du tronçon Thionck Essyl – Tendouck – Elena – Bagaya – Balinghor, d'environ 28 km, de la Boucle du Boulouf. Le sens de ces investissements pour les populations est fortement lié à leur occupation économique de l'espace qui, souvent, est déterminée par l'accessibilité par des voies de communication : la plupart des villages s'implantent au bord du tracé de la D200 dont la praticabilité d'antan avait insufflé un certain dynamisme aux villages tels que Tendimane, Balingor Mandégane²¹⁷, avec un impact réel sur les relations avec les terroirs environnants, et par conséquent sur le développement socio-économique de la zone.

La nécessité de désenclavement qu'illustre l'exemple des transactions autour la

215 Entretien avec M. Diamankha, ancien membre du PDS, décembre 2010, Tendouk

216 Dans le domaine sanitaire par exemple, l'évacuation des malades est largement affectée par la qualité des routes.

217 Cf. Mane, 2008, ibid.

Boucle du Boulouf, n'est pas propre à cette zone en ce sens qu'elle concerne toute la région, justifiant ainsi sa place au cœur de la plateforme de revendications de l'abbé Diamacoune. À titre d'exemple, lors des négociations de mai 2003 qui ont suivi la rupture du traité de paix de mars 2001 par les différents belligérants notamment par des attaques et diverses opérations de nettoyage ayant conduit au déplacement de milliers de civils, les doléances transmises au gouvernement par le leader historique du MFDC, l'abbé Diamacoune, incluaient, entre autres, le désenclavement économique de la région. Bien qu'à l'époque les positions de l'Abbé qui essaie d'obtenir quelque chose de concret ne reflètent plus celles du mouvement, notamment celles des autres membres pour qui relier Ziguinchor à Dakar était hors de question, cette demande sera à l'origine du Programme de Relance des Activités Économiques et Sociales en Casamance (PRAESC)²¹⁸. Ce programme prévoyait entre autres la réhabilitation des infrastructures non communautaires²¹⁹. Le désenclavement et les infrastructures sont restés aussi une composante phare de la seconde phase du PRAESC, réactualisé en marge du démarrage de négociations avec une branche du MFDC et de la nouvelle politique de territorialisation entamée par le nouveau gouvernement après le départ de Wade. L'amélioration de l'accessibilité des zones rurales enclavées est ainsi inscrite dans l'agenda du projet Pole de Développement de la Casamance (PPDC)²²⁰ de 2013.

Pour les administrateurs locaux, qui relaient la perspective de l'État, la communication et l'accessibilité des zones enclavées seraient la stratégie d'ouverture de la région au reste du pays. C'est ainsi qu'en la matière, le préfet d'Oussouye estime qu'« *il faut des infrastructures qui permettent aux gens de bouger. En fait, on se rend compte qu'il y a beaucoup de gens dans les villages qui ne connaissent que leur département. Ils ne sortent pas. Il faut que les gens sortent pour que la Casamance soit désenclavée. Il y a un manque de communications* »²²¹.

218 Il s'agit d'un programme d'urgence estimé à une centaine de millions d'Euros soumis à conférence internationale des bailleurs de fonds de 2003.

219 Le programme visait également le déminage, l'exécution du fameux DRR (démobilisation, Réinsertion et Réintégration) ainsi que le développement local.

220 Avec le concours financier de la Banque Mondiale, le gouvernement sénégalais a lancé ce projet en 2014. Le projet qui vise relancer le développement de la Casamance et est censé traduire la vision du gouvernement qui est celle de résoudre le conflit en Casamance par la voie du développement économique et sociale.

221 Entretien avec le préfet du département d'Oussouye, 02 Avril 2010, Oussouye.

Il précise que :

« Si la ville (Oussouye), tout comme la région, se modernisent davantage, cela va endiguer les contestations ou réduire la marginalité. Aujourd'hui, si l'on prend une région comme Kolda, où j'ai servi entre 2004-2006, la modernisation progressive a permis de renforcer le sentiment d'inclusion: cela est très important. Le fait que les populations s'ouvrent aux autres, qu'elles aillent à Dakar et dans d'autres localités du pays, s'imprégner de ce qui se passe là-bas, cela leur permettra de savoir la nature et les manières de revendications possibles : avec cela, l'État du Sénégal ne se portera que mieux »²²².

Ce discours est largement repris même dans les rapports entre l'État et les rebelles. Ainsi, Moustapha Bassène, émissaire de Farba Senghor auprès des maquis du temps de Wade, disait-il qu'il allait offrir aux chefs rebelles des téléviseurs pour « les ouvrir sur le monde » (Marut, 2013). Ce déterminisme qui préside à l'approche des pouvoirs publics reste discutable. Outre la difficulté de faire fonctionner un téléviseur dans un cantonnement perdu dans la forêt, la probabilité « des « effets structurants » de ces technologies²²³ est en effet difficile à tester, surtout sans une réelle analyse d'impact, qui ne saurait être possible qu'après réalisation des équipements.

Cependant, les mythes et fantasmes qui entourent encore les infrastructures et les technologies par rapport à l'accessibilité qu'elles pourraient offrir et au développement qui s'ensuivrait conduisent, au plan symbolique du moins, à une forme de sublimation du sentiment de marginalité ressenti par les populations de la région. Or, le symbolisme renferme aussi un potentiel en termes de spatialisation de l'État en ce sens que le sentiment d'inclusion est un ferment essentiel au renforcement de l'idéal national, propice à l'acceptation du pouvoir étatique.

Toutefois, ce potentiel symbolique n'est pas un acquis absolu, car une partie de la population reste encore sceptique par rapport à la vraie ambition de l'État. Pour certains, le discours autour du développement des infrastructures de communication

222 Entretien avec le préfet du département d'Oussouye, 02 Avril 2010, Oussouye.

223 C'est-à-dire de l'automatisation de la relation « présence de l'équipement/déclenchement du développement ») » (Vinchon, 1998 :47)

ne saurait être fondé en ce sens que l'ampleur même de la marginalité transparait dans le déroulement des différents projets. En fait, l'intention des pouvoirs publics est mesurée à l'aune de la différence supposée ou réelle entre les qualités des infrastructures proposées. Ainsi, l'exprime un membre du conseiller régional : « *Quand il s'agit de nous construire des routes, ils nous mettent des monocouches alors que l'on retrouve à Dakar et dans les autres régions des enrobés en bicouches* »²²⁴.

Dans une région où la dégradation des routes est accélérée par les conséquences de la forte pluviosité, il est reproché à l'État de ne pas réaliser des infrastructures plus résistantes et cela du fait même du peu d'égard envers la région.

Pour d'autres, comme les indépendantistes, la reproduction de la logique coloniale ayant conduit à la marginalisation de la région rend suspecte toute volonté de désenclavement. Certains d'entre eux estiment que, malgré le principe de « la discrimination positive » prôné par le gouvernement, l'État du Sénégal ne se résignera guère à mettre en place un système de transport ou de communication efficace en Casamance, car cela renforcerait son intégration dans la sous-région. Comme l'exprime l'un d'entre eux, l'idée qu'un véritable renforcement des infrastructures routières ou communicationnelles de la région amènerait de « *l'eau dans le moulin des indépendantistes* »²²⁵ de ce fait dissuaderait un réel effort de la part de l'État.

En fait, en raison même de la position géographique de la Casamance renforçant le sentiment de marginalisation, ils perçoivent l'enclavement comme entretenu par les pouvoirs publics²²⁶. Toutefois, cet argument résiste difficilement à l'épreuve des faits. Le désenclavement de l'espace transgambien est effectivement essentiel au développement de la sous-région et profitable au pays dans sa totalité en ce sens qu'il représenterait un maillon important du corridor économique potentiel allant de Dakar à Lagos.

Les positions souvent paradoxales recensées dans les discours avec les acteurs locaux et les agents de l'État à propos de l'importance des politiques de

224 Entretien avec M. Fabrice, Ziguinchor, Avril 2010

225 Entretien avec l'ancien porte-parole de l'abbé Diamacoune, Elinkine Diatta, Avril 2010, Ziguinchor.

226 Certains pensent que l'État ne se risquerait pas à développer les infrastructures routières pour un désenclavement économique plus profitable à une intégration sous régionale donc vers les pays limitrophes avec lesquels l'État a eu à entretenir des rapports heurtés, plutôt qu'à celui d'une réelle intégration nationale.

désenclavement et d'accès au territoire régional rendent compte des réelles tensions liées à la spatialisation de l'État dans la zone. En outre, la communication et les enjeux du désenclavement ne sont pas seulement au cœur des politiques infrastructurelles. De nouveaux moyens de communication, notamment la téléphonie mobile, disposent du même potentiel en termes d'accessibilité, tout en étant aussi des éléments de redéfinition des enjeux de pouvoir entre les différents acteurs dans le contexte d'insécurité qui caractérise la Casamance. Les diverses technologies de communication, de par leur caractéristiques, sont sujettes à des usages tout aussi paradoxaux que ces enjeux des différents acteurs.

VII.4. La communication dans les espaces transfrontaliers : navigabilité et sécurité

Les frontières en Casamance ont historiquement posé des défis divers pour le contrôle de la région. En fait, leur porosité, qui a longtemps permis des franchissements clandestins par des populations exploitant les différentiels politiques et économiques, est toujours réelle. La divergence des politiques est encore visible à travers le laxisme accru chez les États voisins en termes de contrôle du territoire et de flux clandestins. En Guinée-Bissau, les échanges dans la filière de l'anacarde, tournée vers l'Inde, sont souvent décriés alors qu'en Gambie, un pays qui a une politique conservatrice de ses ressources naturelles, l'exploitation des ressources forestières de la Casamance notamment à travers un commerce de bois orienté vers la Chine (Gorée Institute, 2012: 80), est mise en cause par l'État. Les activités clandestines au niveau des zones frontalières sont également courantes dans les autres secteurs comme l'élevage, affecté par les vols de bétail, ou le narcotraffic. À ceci s'ajoute le difficile contrôle des eaux territoriales utilisées pour de nombreux trafics frauduleux, singulièrement celui des narcotiques.

Cette complexité, liée à ces divers enjeux rendant difficile le contrôle frontalier, a fait que l'État a besoin de s'appuyer sur des forces locales et des acteurs autre que les militaires pour renforcer ses capacités de surveillance.

Par exemple, le long de la frontière bissau-guinéenne, sept villages sont en permanence confrontés aux activités de bandes armées (assassinats, vols de bétail,

trafics d'armes, narcotraffic, etc.). Dans cette zone, les forces de sécurité coopèrent avec des « *comités frontaliers* » qui secondent les associations de jeunes éleveurs dans la surveillance des frontières dans le contexte d'oligopole de violence explicité dans le chapitre 5. À Adéane, les populations ont par exemple perdu 486 têtes de bétail en 9 ans (de 1992 à 2001), suite à des vols perpétrés par des bandes armées. Dans ce village, A.D., dirigeant d'un comité villageois dont le rôle a été précisé auparavant décrit la stratégie de collecte des informations :

« Avant que notre comité ne soit créé, il existait l'association des jeunes éleveurs pour sécuriser la frontière. Aujourd'hui, avec le comité, nous mettons à contribution toutes les personnes qui fréquentent la frontière (les « bana-bana »²²⁷, les bûcherons, etc.) ; ceux-ci nous aident à collecter les données sur les mouvements autour de la frontière et dès que nous avons des indices sérieux, l'armée est informée pour circonscrire le problème (...). Aujourd'hui, les piétons traversant la frontière relayent les informations relatives aux activités suspectes dans la zone au comité. Celui-ci procède à une triangulation de ces informations qui peuvent, par la suite, faire l'objet d'échange au niveau de « l'école de Ziguinchor » mise en place par le PROCAS »²²⁸.

Cette complicité dans la transmission de l'information vise à impliquer ceux qui maîtrisent la zone en vue d'une meilleure sécurisation. Elle est d'importance dans un contexte où la communication interne entre les villages situés loin des principaux axes routiers reliant les départements de la région repose sur des moyens dérisoires tels les bicyclettes. L'accessibilité des villages, et par conséquent la connaissance affinée des différentes activités en leur sein, est difficile à réaliser par les simples canaux administratifs et militaires, d'où l'implication des villageois.

Les membres des comités frontaliers expliquent qu'auparavant, la transmission de l'information se faisait à pied ou à vélo : si un des villageois remarquait des

227 Les « bana-banas » sont des marchands informels qui généralement opèrent dans le secteur du commerce transfrontalier et ils sont souvent impliqués dans la fraude des marchandises pour bénéficier des différentiels de taxes et des frais douaniers.

228 Entretien avec A. D, 29 Décembre 2011, Adéane.

mouvements suspects, il avertissait les membres du comité qui se trouve dans le village le plus proche, et ce dernier de relayer l'information au poste militaire le plus proche. Cette stratégie prenait un temps considérable. En évaluant les différents systèmes d'information utilisés jusque-là, A. D. pense que le téléphone portable accroît la sécurisation des frontières :

« Le téléphone a facilité la résolution de beaucoup de problèmes, notamment le vol de bétail. En cas de vol, on signale la voie empruntée par les voleurs à l'armée, qui se charge de les intercepter. On a démantelé des réseaux de vol avec cette stratégie. Les gens utilisent le téléphone pour informer le comité des mouvements des bandes organisées dans la zone »²²⁹.

Ici, la téléphonie devient un agent du changement lui-même parce que le travail des comités de surveillance devient plus rapide et plus efficace, comme le disent leurs membres. En quelques minutes, le travail de triangulation est fait et l'information est communiquée instantanément à l'armée et à d'autres acteurs non-étatiques, notamment les ONG impliquées dans la mise en place des comités frontaliers.

Pour les agents de l'État, les renseignements, même les plus anodins, sur les agissements des maquisards sont généralement difficiles à avoir en zone de guerre. Le commandement de la brigade territoriale de Ziguinchor précise qu'« *il est difficile généralement de soutirer des renseignements aux villageois, même dans le cadre d'un simple recensement des nouveaux occupants des villages* »²³⁰. À moins de tomber dans le déterminisme technique, qui impute le changement social aux seuls facteurs technologiques, le changement à ce niveau ne peut cependant pas être attribué uniquement à l'usage des communications téléphoniques. Relevons, tout de même, que le supposé anonymat permis par les nouveaux objets de communication, bien qu'il reste très relatif avec l'existence depuis longtemps des écoutes par les services de renseignement, incite les villageois à fournir plus facilement des informations sur les mouvements suspects au niveau des frontières, parce qu'il atténue la crainte de

229 Entretien avec A. D, 03 Juin 2009, Ziguinchor.

230 Entretien avec le commandant de la Brigade territoriale de Ziguinchor, Mai 2010, Ziguinchor. Entretien réalisé dans le cadre de l'étude sur l'accès à l'information au Sénégal.

représailles par les bandes armées.

Pour ces populations, qui se sont souvent senties marginalisées, la mobilité économique qui justifie les traversées légales ou clandestines des frontières est combinée aux nouvelles formes de communication pour participer à la sécurisation de leur zone. Ce changement est important en ce sens qu'il leur donne le sentiment de détenir une forme de pouvoir et une possibilité de servir à leur communauté. Pour A.D par exemple, après l'assassinat de son père, la principale raison de son investissement dans cette activité est liée à la nécessité de protéger sa famille et les habitants de son village.

La mobilité et la communication redessinent les relations classiques de pouvoir parce qu'elles permettent à un réseau d'acteurs de participer à la sécurisation de la zone, donc à la pacification de la région. Cette participation à l'offre sécuritaire leur donne accès à des acteurs civils (comme de puissantes ONG) et militaires qui, dans des conditions plus ordinaires, auraient été hors portée. Aux acteurs connectés autant par la mobilité que par la communication, s'ouvre ainsi une parcelle de pouvoir qui les différencie de ceux qui restent non connectés du fait de leur immobilité ou leurs non accès aux moyens de communication. En fait, comme le soutiennent De Bruijn and Van Dijk (2012), la connectivité est fortement liée à la déconnexion, non pas seulement du fait de l'absence des possibilités de communication, en l'occurrence la téléphonie mobile, mais aussi par ses conséquences dans les dynamiques et hiérarchies sociales.

L'impact de l'activité des comités de surveillance se fait sentir car, selon les témoignages recueillis, depuis leur mise en place, une pacification relative est notée dans la zone, même s'il ne manque pas de cas de règlements de comptes et d'attaques ciblées de la part d'hommes armés, qu'ils soient rebelles ou simples brigands.

En fait, leur immixtion n'est pas sans risque, car les bandes armées supposées appartenir au MFDC s'en prennent souvent aux populations qu'elles considèrent être de mèche avec l'armée dans certaines zones. Ainsi, en mai 2008, des hommes armés sectionnent à la machette les oreilles gauches d'une vingtaine de civils qui ramassaient des noix de cajou dans une forêt proche de la frontière de Guinée-Bissau. Généralement, outre la compétition autour de l'exploitation des ressources, le motif de ce type d'atrocités est lié au fait que des villageois, mettant à profit leurs activités dans

la forêt, donnent des renseignements à l'armée sur les activités clandestines. Déclinant toute responsabilité et se déclarant « *protecteurs de la population locale* »²³¹, des responsables rebelles affirment que ces villageois n'avaient pas tenu compte de leurs mises en garde. Et qu'après cet épisode, il leur a été intimé l'ordre de ne plus remettre les pieds dans la forêt.

La possibilité pour les villageois de rendre compte d'activités suspectes dans leur zone trouve ici son origine dans leur volonté d'en découdre avec les bandes armées. Pour eux, la différence entre rebelles et bandits, n'est à apprécier qu'à l'aune de leur organisation : dictée par des impératifs sécuritaires, l'organisation de type militaire des rebelles suffit à les différencier des simples bandits. Mais, l'éventualité que les mêmes individus, y compris, souvent, les forces de sécurité, soient parfois organisés différemment, comme il a été noté dans d'autres zones de conflit, n'est pas à exclure.

En fait, la violence qu'occasionne cette implication des populations dans les enjeux de sécurisation déjà mentionné dans le chapitre 5, n'affectent pas seulement les populations et ne sont pas l'apanage des seules bandes armées. Ainsi, durant la reprise des violences en 2009, qui coïncide avec ma présence sur le terrain, l'armée se lance dans une vaste campagne de délogement des cantonnements rebelles aux alentours de Ziguinchor, renouant avec certaines pratiques comme les exécutions sommaires. L. N., travaillant dans une ONG à Ziguinchor qui avait mis sur pied des comités de veille au niveau des zones frontalières, nous explique l'ampleur de ces exécutions sommaires de la part de l'armée en ces termes :

« Un membre du comité villageois m'a appelé sur mon téléphone en pleine nuit pour me dire qu'étant au courant de certains mouvements suspects le long de la frontière ils avaient prévenu l'armée qui est venue intercepter ces derniers. Il s'agissait d'un groupe de près d'une vingtaine de personnes parmi lesquelles quelques enfants. L'armée les a tous tués sur le coup et a enseveli les corps avant de quitter les lieux en pleine nuit. Il était terrifié et il m'a appelé mais je savais pas non plus que faire avec ce type

231 APS, « Casamance-Affaire des oreilles sectionnées: Le MFDC nie toute implication », 15 mai

d'information »²³².

Pour lui, l'armée n'avait pas visiblement pris le soin de procéder à une claire identification de ce groupe suspect, vu le temps relativement court durant lequel elle avait opéré. La rapidité de la circulation de l'information ayant conduit à la spontanéité de la réaction a été facilitée par les possibilités de communication. Cette rapidité est devenue l'une des caractéristiques de l'implication des populations dans les tentatives de sécurisation de la frontière, et par conséquent dans l'oligopole de violence. Elle présente cependant, du fait de la forme d'informalité qui caractérise ces interactions, un risque pour des décisions professionnelles réfléchies et un risque politique, ne serait-ce qu'en termes de légitimité de l'État.

Cette ambivalence du sens des changements communicationnels exploités dans les stratégies de sécurisation rend compte de la nature des infrastructures et équipements de communication, qui ne devrait pas être appréhendée de manière déterministe car leur utilité dépend fortement des usages des acteurs. Toutefois, les changements auxquels elles participent constituent des opportunités de renégociation des enjeux de pouvoir, qui impacte sur la gouvernance de la région tout en ayant des implications sur le plan du contrôle socio-politique.

VII.5. Capacitation technologique et défi du contrôle sociopolitique

Dans une zone de conflit où la surveillance, abordée au début de cette réflexion, devient une pratique normalisée, la variabilité des usages et des représentations autour des technologies de la communication, en tant que possibilité de mise en relation de différents acteurs et espaces, présente aussi des enjeux pour le contrôle sécuritaire. La perspective sécuritaire étatique se heurte aux stratégies d'acteurs non étatiques et de certaines populations qui, profitant de la fragilité de la zone, s'impliquent dans des activités clandestines et exploitent les différentes opportunités qu'offre la configuration frontalière. Ces populations voient aussi dans les technologies de communication une autre possibilité de résistance à ce contrôle, ce qui ne les fait pas pour autant échapper à d'autres formes de surveillance.

232 Entretien avec L. Ndiaye, 17 Mai 2010, Ziguinchor.

En effet, si l'appropriation des technologies de la communication semble épouser des formes de nature privée, leur accès universel dépend fondamentalement de l'action publique. En Casamance, certaines localités au niveau du Diouloulou, par exemple, sont encore dépourvues d'accès aux principaux réseaux téléphoniques sénégalais. Du fait même d'une continuité historique des héritages communs dans les espaces frontaliers, les habitants de ces localités, qui partagent généralement les services sociaux de base situés de part et d'autre de leurs espaces nationaux, ont recours aux réseaux les plus accessibles, souvent ceux de la Gambie. Or, pour les autorités locales, la communication étant stratégique, une telle situation constitue un véritable défi sécuritaire et conduirait à la longue à la perte de tout contrôle social et politique de l'État. Comme le mentionne une autorité locale de Kataba¹ dans le Diouloulou:

*« Dans les villages, les gens utilisent des réseaux gambiens. Non seulement, elles payent plus cher, de même, quand on pense qu'on parle de sécurité, rien ne prouve qu'on ne soit pas écouté par les autorités gambiennes. Cette question de la sécurité est une question à ne pas négliger dans cette zone de conflit »*²³³.

Cette préoccupation traduite en termes de coût et de sécurité dans le discours des acteurs locaux, y compris ceux qui sont impliqués dans les tentatives de restauration de la paix dans les zones frontalières – comme les membres du comité transfrontalier Sénégal - Gambie (Diouloulou-Birkama)²³⁴ -, conduit à la problématique du contrôle technique du corps social par l'État, à l'intérieur du territoire et sur les réseaux. L'angoisse des autorités locales ne se mesure qu'à travers les problèmes spécifiques de la zone, explicités dans le chapitre précédent. En fait, en se conjuguant avec les affinités identitaires entre les populations, le recours aux services de base et aux réseaux communicationnels du pays limitrophe risque à la longue d'inhiber tout rattachement des populations frontalières au modèle sénégalais et de provoquer une

233 Entretien avec PH, en date du 31 Décembre 2010, Diouloulou.

234 Le comité transfrontalier de Diouloulou est une organisation intermédiaire qui a la base était composé d'enseignants et de paysans décidés à œuvrer pour le développement économique et la restauration de la paix dans la zone. Le comité a coopéré avec les ONG impliquées dans la gestion de la paix et le développement de la Casamance notamment la coopération allemande (PAARZ devenu plus tard PROCAS) pour la relance du dialogue social inter villageois et transfrontalier.

perte du contrôle étatique sur ces localités.

La fluidité culturelle étant une réalité dans ces zones, le problème de l'ancrage national des populations est problématique. D'abord, le rattachement officiel des populations parfois remis en cause, en ce sens que certains auraient perdu les pièces justificatives de leur nationalité sénégalaise lors de différents déplacements forcés liés au conflit, et ne disposeraient désormais que de papiers gambiens. Ensuite, au-delà du phénomène classique de la double nationalité en zone transfrontalière, la recherche d'électeurs par le pouvoir gambien aurait facilité l'acquisition de ces papiers par les déplacés et les riverains. Cette situation reste problématique dans le contexte de l'exiguïté de l'État Gambien et de la fragilité politique des régions frontalières sénégalaises.

Cette menace rejoint une autre encore plus préoccupante pour l'État sénégalais, à savoir l'appropriation des technologies de l'information par ses adversaires en Casamance.

Des « cassettes » à la téléphonie pour le MFDC : conflictualité et résistance

L'apparition de technologies comme la téléphonie mobile facilite incontestablement la communication entre les combattants du MFDC. Après avoir exprimé les avantages de la téléphonie mobile dans la sécurisation de la zone frontalière, A. D. en convient : « *L'aspect négatif, c'est que les rebelles aussi ont le téléphone et communiquent avec les portables pour régler les problèmes. Ils se retrouvent ainsi renforcés par les technologies de l'information dans leurs activités* »²³⁵.

De la même manière que les stratégies communicationnelles exercées par les acteurs jouant sur différentes opportunités, les outils de communication modernes prorogent les fonctions des anciens moyens de communication.

Dès le début du conflit par exemple, les indépendantistes, qui n'avaient pas de contrôle sur les moyens de communication, ont utilisé des cassettes audio pour sensibiliser sur leur combat et gagner le soutien des villageois. C'est ce que montrent le

²³⁵ Entretien avec A. D, 03 Juin 2009, Ziguinchor.

témoignage d'un ancien maquisard, H.D²³⁶ qui était parti dans le but de « libérer la Casamance » et qui joue actuellement le rôle de joint-venture entre différentes factions du mouvement. Il précise qu'au début, dans les villages, la cause n'était pas entendue, parce que beaucoup de ressortissants ne comprenaient pas les véritables enjeux du conflit. Les leaders du mouvement n'étaient pas forcément connus dans les localités; des informations ont été distillées progressivement pour convaincre la population. Par l'intermédiaire de gens acquis à la cause, des cassettes préenregistrées étaient distribuées et écoutées lors des veillées dans les villages. Les rebelles véhiculaient ainsi un tout autre discours que le discours officiel, et le conflit devenait le centre de discussions préenregistrées par les mêmes outils. Comme le dit l'un des indépendantistes, , « *ce que l'État construisait le jour, les rebelles démolissaient le soir* »²³⁷. Ainsi, s'opérait une sorte de confrontation idéologique entre les belligérants, pour qui le soutien populaire était crucial.

Cet enjeu de la communication en temps de crise a également pu être noté au nord du Sénégal, dans la région de Saint-Louis. La zone a connu les sanglants « événements de 1989 », sur fond d'opposition entre la Mauritanie et le Sénégal à propos de la fixation de la frontière. Nombre de messages ont circulé dans les camps de réfugiés sur les supports audio. Cette sensibilisation a eu comme effet direct une forte crispation identitaire, laquelle s'est traduite par la naissance de plusieurs associations culturelles et une ruée vers l'alphabétisation en langue peuhle. La radio locale de Saint-Louis s'est fait le relais de cette effervescence culturelle. Si le but ne fut pas d'aller jusqu'à l'insurrection comme en Casamance, le bouillonnement identitaire dans la communauté peuhle de l'époque s'est généralisé grâce au rôle joué, entre autres, par les outils de communication.

L'usage des cassettes n'a pas été seulement de mise dans les interactions avec les villageois, mais aussi dans le cadre de la communication au-delà du cadre national. Leur utilisation était en effet courante dans les relations avec les pays riverains, avec lesquels le mouvement avait des accointances du fait d'enjeux partagés. Les alliances des belligérants avec des pays comme la Guinée Bissau et la Gambie sont

236 Un pseudonyme a été emprunté pour protéger l'anonymat de l'interlocuteur.

237 Entretien avec Abdou Elinkine, Avril 2010, Ziguinchor

restées pendant longtemps d'actualité, avec d'un côté le rôle joué par le MFDC dans la victoire d'Anssoumana Mané contre Nino Vieira en Guinée Bissau et de l'autre les accusations de l'État sénégalais à propos d'un complot gambien pour l'acheminement des armes de l'Iran en Casamance en 2010. De même, la Mauritanie, avec qui le Sénégal était entré en conflit vers la fin des années 80²³⁸, avait contribué à l'armement du MFDC. Comme en témoigne H.D. :

« Entre 1988 et 1989, Léopold (Sagna, chef rebelle – ndlr)²³⁹ avait réuni les chefs de toutes les factions pour réfléchir sur les moyens d'accéder aux armes. La Mauritanie d'Ould Taya a donné les premières kalachnikovs et des vivres gratuitement. Léopold avait également reçu des armes auprès des Bissau-guinéens, après une négociation des Mauritaniens. Les malles passaient par la Guinée Bissau et arrivaient à la frontière. Les chefs des combattants les récupéraient et les partageaient entre les différentes factions (...) »²⁴⁰.

L'accès à la Mauritanie n'était pas facile pour des rebelles opérant à l'extrême sud du pays. La communication n'était possible qu'en passant par la Guinée Bissau afin de déjouer la vigilance des autorités sénégalaises. Ainsi, l'information prenait le même circuit que les armes livrées par Nouakchott. En fait, *« Entre 1991 et 1992, les dirigeants mauritaniens voulaient discuter avec Diamacoune. Ils usèrent alors des cassettes préenregistrées et les envoyaient par le même canal que la livraison des armes »²⁴¹.*

Cette stratégie de communication à partir de cassettes préenregistrées entre les responsables mauritaniens et le chef du mouvement indépendantiste casamançais a été maintenue quelques années et a permis de mobiliser les soutiens et accroître l'armement des rebelles durant cette période.

L'usage des cassettes est resté dans les échanges entre combattants du MFDC et

238 Au début des années 1989, il y avait un conflit entre la Mauritanie et le Sénégal. Ainsi, les accointances entre la Mauritanie et MFDC avaient pour objectif d'amener le gouvernement sénégalais à se battre sur deux fronts (nord et sud du pays) en vue de l'affaiblir.

239 Léopold était le chef d'État-major de la branche armée du MFDC durant cette époque.

240 Entretien avec HD, Avril 2010, Ziguinchor

241 Entretien avec HD, Avril 2010, Ziguinchor

entre eux et la population. Ainsi, une des factions politiques basée à Ziguinchor²⁴², confie qu'elle utilise les cassettes pour faire parvenir aux comités représentatifs dans les villages les débats de ses différentes assemblées.

L'invocation des usages multiples des outils de communication, notamment l'usage quasi atypique des cassettes, vise à montrer que, dans un contexte de conflit où de multiples répertoires sont sollicités, les solutions aux problèmes liés à l'enclavement peuvent aussi être des atouts au profit d'acteurs anétatiques. Malgré les risques, qui au plan symbolique traduisent la résistance toujours possible de la part de ces acteurs qui se considèrent comme hors systèmes, la connexion de la Casamance reste un pas décisif à franchir pour une démocratie plus inclusive au Sénégal.

conclusion brutalement assénée !

242 Celle-ci est dirigée par Elinkine Diatta qui se présente encore comme le Porte-Parole du MFDC. Entretien avec Abdou Elinkine, Avril 2010, Ziguinchor